

Rôle des flux migratoires et des réfugiés dans la construction d'un État

La Turquie

Stéphane de Tapia
Géographe

La construction turque de l'État-nation est un phénomène récent, datant de la première moitié du XX^e siècle. Cependant, les racines de la turquisation de l'actuelle république de Turquie sont bien plus anciennes et remontent au Moyen Âge, à l'époque des Croisades. L'histoire turque en Haute Asie et Asie centrale, puis en Anatolie, d'abord nomade, *türke*¹ et *seldjoukide*, puis ottomane et enfin républicaine, est faite de multiples courants migratoires, parmi lesquels réfugiés et déplacés jouent un rôle de premier plan.

La Turquie est tout autant terre d'accueil de réfugiés, déplacés, expulsés – les *muhacirs*², plus de sept millions de personnes de 1783 à

¹ L'ethnonyme *türk*, *türkî*, peut être rendu en français par *turc* ou *turcique*, si l'on veut distinguer *turc* d'Anatolie – l'actuelle Turquie – et *turc* d'Asie centrale. Les linguistes emploient le terme turquien pour la langue turque de Turquie, *turcique* pour les langues turques centrasiatiques.

² Le *turc* de Turquie s'écrit en alphabet latin depuis 1928, ce qui pose invariablement des problèmes pour les transferts de fichiers informatiques ! ↻

aujourd'hui, mais les premiers « réfugiés » apparaissent en Anatolie dès l'époque gengiskhanide (XIII^e siècle) – que terre de départ de réfugiés, déplacés et expulsés, Grecs anatoliens et pontiques, Arméniens, Kurdes, Assyro-Chaldéens..., dans un incessant tourbillon où les uns sont remplacés par d'autres. Ce constat, toujours d'actualité en cette fin de XX^e siècle, vaut depuis au moins 930 ans, si l'on retient la date de naissance de la Turquie selon les nationalistes, soit 1071, la bataille de Malazgirt ou Mantzikert. L'historiographie turque, réécrite et renouvelée durant les années 1930, dans l'optique de la construction d'un État-nation laïcisé, occidentalisé, modernisé, fait en réalité le lien entre histoire médiévale et actualité contemporaine et, par son discours autant que par ses silences sélectifs sur les flux migratoires et la présence de minorités autochtones, aide à l'édification d'une nation plus proche du modèle allemand (avec de fortes réminiscences impériales cependant) que du modèle français³.

Nous tenterons de montrer comment la mobilité forcée ou volontaire, sous des formes très variables, peut être instrumentalisée, à l'entrée comme à la sortie d'un territoire particulier. En effet, l'actuelle Turquie se présente comme un réduit de l'ancien empire ottoman, recentrée sur une province asiatique, où la conception de l'État, sous une forme modernisée, reste hautement traditionnelle et étrangère à la logique « latine », et à notre avis, européenne occidentale de l'État-nation. Nous montrerons également que cette conception reste vivante et peut générer des problèmes difficiles dans la nouvelle configuration du Moyen-Orient et de l'Asie centrale de « l'après *perestroïka* »⁴. En réalité, cette conception de la « nation » n'est pas

² suite Nous avons opté pour une solution intermédiaire consistant à garder une orthographe la plus proche de la graphie française pour la bibliographie, et une transcription plus proche de la prononciation pour le texte. Ex. : muhacir doit se lire mouhadjir.

³ On se reportera aux travaux d'Etienne Copeaux, thèse et articles, qui font autorité en la matière. Cf. bibliographie jointe.

⁴ Pour la Turquie, le point d'inflexion des relations avec l'URSS et l'ensemble des pays socialistes se situe bien en 1988-89, à l'époque Gorbatchev. C'est la période de l'arrivée des premiers migrants turcs en URSS, de l'ouverture de la frontière caucasienne, du dernier exode des Turcs de Bulgarie. La disparition de l'URSS accentue et conforte les relations turco-turkestanaises comme turco-russes.

spécifiquement turque et par ailleurs, la Turquie n'a pas la capacité de contrôler l'ensemble des flux migratoires qui l'intéressent directement ou indirectement. Les réfugiés ne sont pas seulement utilisés par la construction identitaire ; ils sont acteurs à part entière.

■ Flux migratoires et réfugiés dans l'histoire de la Turquie

La Turquie, « étranger proche » de l'Europe

Vu d'Europe, ce pays semble de plus en plus contradictoire et problématique, ne cessant d'affirmer son attachement aux valeurs occidentales et sans cesse mis à l'index pour ses atteintes aux droits de l'homme, faisant acte de candidature à l'intégration européenne tout en parcourant Iran, Libye, républiques turcophones d'Asie centrale. Européenne, asiatique, laïque, musulmane à 99 %, la Turquie déroute, dérange, interpelle et attire nombre de délégations étrangères venues étudier la question sur place.

Ce pays mal connu en France, au-delà d'un cercle étroit de connaisseurs et de spécialistes, forme un cadre exceptionnel pour l'étude des migrations et des mobilités. Plus connue comme pays d'émigration ou d'origine de très nombreux solliciteurs d'asile (en particulier depuis 1915, avec le triste précédent du génocide arménien⁵, puis

⁵ Le terme de génocide n'est pas admis par la grande majorité des Turcs, autorités, intellectuels, population, pour qui les événements de 1915, sans doute regrettables, sont dus à l'état de guerre général et à l'inorganisation consécutive de la déportation collective de la population arménienne. Les Arméniens ne peuvent évidemment pas accepter cette vision d'une histoire qui est pourtant commune aux deux peuples vivant sur un même territoire. La polémique est loin d'être terminée, mais elle est moins fermée qu'elle ne le paraît. Encore faudrait-il que les deux états issus de l'empire puissent dialoguer en faisant abstraction de leurs problèmes internes.

avec le problème kurde), la Turquie moderne s'est en grande partie construite comme pays d'immigration et particulièrement comme pays d'accueil de très nombreux réfugiés.

Ce dernier aspect, qui mérite explication, sera d'ailleurs l'un des fils conducteurs de notre réflexion. Mais il convient de se poser plusieurs questions quant à la gestion turque des flux migratoires, à l'entrée comme à la sortie (sélectivité des candidats à la nationalité turque et au simple droit d'asile en territoire turc, homogénéisation grandissante d'une population turco-islamique et même turco-sunnite) et quant à l'impact effectif de cette gestion dans la définition de l'actuel État-nation, construction selon nous inachevée. Alors que les entrées accentuent la personnalité turque (et sunnite) de l'ensemble de la population, les sorties atténuent la présence chrétienne et plus généralement minoritaire autant que celle des mouvements de gauche turcs sur l'échiquier politique.

La Turquie, plusieurs fois candidate au Marché commun et à l'Union européenne, reste en marge d'une Europe qu'elle revendique tout en s'en démarquant souvent⁶. La problématique des droits de l'homme est ici toujours présente malgré des progrès non négligeables. La Turquie indispose les Européens pourtant incapables d'une décision claire et définitive à son sujet, dans le sens d'une adhésion ou d'un rejet. Pour les Européens, les Turcs sont probablement les plus proches des étrangers, avec lesquels on partage autant de points communs que de divergences⁷. Ce pays, qui laisse rarement indifférent, repose en fait sur une infrastructure socio-politique bien spécifique, construction faite de mobilités historiques et contemporaines, souvent occultée, autant par habitude de ce fait

⁶ Le tout dernier sommet européen d'Helsinki admet le droit de la Turquie à la candidature à l'Union européenne. On rappellera simplement que l'accord d'Association d'Ankara avec le Marché commun fut signé en 1963.

⁷ Trois États contemporains se situent à cheval entre Europe et Asie : Turquie, Russie et Kazakhstan. Si l'on exclut le dernier que personne ne connaît véritablement, on remarquera que Turquie et Russie ont dans l'imaginaire européen beaucoup de points communs.

toujours présent dans la vie sociale que par calcul politique des élites et décideurs.

Les trois phases de turquisation de l'Anatolie

Pour nombre d'historiens et pour les nationalistes turcs, la Turquie naît le 19 août 1071, au soir de l'une de ces innombrables victoires décisives dont raffolent les manuels d'histoire, à la bataille de Malazgirt (en arménien Mantzikert). Venu d'Asie centrale, le chef seldjoukide Alparslan ouvre la porte aux tribus turkmènes qui vont s'insinuer partout en Anatolie. Cette vague de migrants n'est pas tout à fait la première, car sous l'hégémonie byzantine, voire romaine, les premiers éléments turcophones, fédérés ou mercenaires, se sont infiltrés dans ce qui sera plus tard la Turquie. Il convient pourtant d'éviter tout anachronisme sur la prétendue notion d'identité turque qu'aiment à rappeler les militants turcs d'extrême droite. Ces éléments pouvaient être hunniques, péché-nègues, protobulgares, koumans... Les premières alliances objectives entre Byzantins et Turcs au sens propre datent déjà de 572, lorsque Byzance cherche à prendre à revers l'Iran. La première vague de peuplement turc (*oghuz*) de l'Anatolie est donc consécutive à la prise de contrôle par les Seldjoukides et leurs alliés nomades des territoires arméniens et byzantins étendus de l'Ararat à la Mer Egée. Les effectifs sont probablement faibles (Cahen, 1988) et pourtant la greffe prend. Les Croisés ou les voyageurs médiévaux, Marco Polo, entre autres, (Roux, 1984) se déplacent déjà en pays turc, même si celui-ci reste largement contesté par les Byzantins comme par les Croisés latins.

La deuxième vague de peuplement est consécutive à l'émergence de l'empire mongol gengiskhanide, avec l'arrivée de réfugiés musulmans de Transoxiane, de contingents militaires défaits en Asie centrale... Parmi les figures connues, on citera Mevlâna Celalettin Rumî, fondateur de l'ordre des derviches Mevlevî à Konya, né à Balkh (actuel Afghanistan). Cette nouvelle vague de migrations entraîne vers l'Occident des Mongols, des Turkmènes, des Ouïgours, des Kurdes, des Persans..., mais on ne sait pas quel aura pu être l'apport quantitatif réel de ces migrations (Cahen, 1988 ; Balivet, 1994). On ne connaît pas, par exemple, la date d'entrée des

Ottomans en Anatolie, avec les alliés d'Alparslan (1071 et après) ou à l'époque gengiskhanide (vers 1230-1240) (Mantran 1993), bien que l'on connaisse souvent leur origine tribale (Kayı pour les Ottomans, Kınık pour les Seldjoukides).

La résultante de ces deux vagues de peuplement, qui en réalité reprennent à leur compte les héritages précédents (Islam arabo-persan, empires persan et byzantin), est un vaste empire pluriethnique et multiconfessionnel, parfois comparable aux empires russe, austro-hongrois, voire mongol ou chinois. Cet empire, sous domination turco-musulmane, ménage des plages d'autonomie culturelle, religieuse et économique, aux autochtones qui ne se fondent que partiellement dans ce qui reste une construction impériale et en aucun cas une nation au sens occidental du terme. La notion de *millet* – *millet* musulman, *millet* chrétien, *millet* juif – est avant tout celle d'une communauté religieuse qui petit à petit va prendre une connotation ethnique⁸.

La troisième vague de turquisation du peuplement est de loin postérieure et à maints égards hautement paradoxale. Elle débute officiellement en 1783 avec l'annexion de la Crimée par la Russie et se poursuit toujours, avec des accélérations parfois brutales, comme en 1989. Elle est paradoxale car composée en grande partie d'éléments ethniquement non turcs, mais très attachés à la défense de l'identité turque moderne (Bosniaques, Caucasiens, en particulier). Les turcophones (Tatars, Azéris, Kazakhs, Ouïgours...) font preuve d'un dynamisme particulier malgré leur nombre parfois réduit. Au total, environ 7 400 000 réfugiés ou rapatriés seront entrés officiellement en territoire ottoman, de 1771 à 1922, puis turc, de 1923 à aujourd'hui. À l'inverse, par échanges de populations, exodes ou émigrations, la Turquie aura vu partir 1 200 000 Grecs anatoliens, la quasi-totalité des

⁸ Le mot est d'origine arabe ; en turc actuel, *millet* peut signifier la Nation (*Ulus*), par exemple pour *Millet Meclisi* (Assemblée Nationale), mais aussi un groupe de personnes ayant les mêmes valeurs ou caractéristiques. On parlera familièrement de la gent féminine (*Kadın milleti*), de la corporation des chauffeurs de taxi (*taksici milleti*), ou de ces gens là !, avec connotation ouvertement péjorative, *bu millet var ya*, ah ces gens là !

Arméniens ou des Assyro-Chaldéens, et plus de cinq millions de migrants contemporains (en tenant compte des retours) pour lesquels le clivage entre migration économique et migration politique n'est pas toujours pertinent.

Réfugiés, rapatriés et immigrants en Turquie, questions de vocabulaire

Dans le vocabulaire turc courant, les catégories « réfugié », « rapatrié » font souvent l'objet de confusion. Le turc utilisera *muhacir*, *mülteci*, *göçmen*, pour définir des populations venues en Turquie à la suite de déplacements forcés. L'administration pour sa part opère d'autres distinctions, sur des bases juridiques et l'établissement de droits spécifiques. Elle use également de pouvoirs discrétionnaires permettant de tolérer ou d'accueillir certains groupes sans passer par le statut de réfugié (Iraniens, Turkmènes irakiens, Bosniaques...).

Muhacir (turc moderne : *göçmen*, le migrant)⁹ était appliqué aux réfugiés, rapatriés entrant dans l'empire ottoman, pour des populations très diverses : rapatriés des Balkans, réfugiés musulmans des Balkans d'origines diverses (Albanais, Macédoniens, Pomaks, Serbo-bosniaques, Grecs islamisés...), Tatars de Crimée, Caucasiens musulmans, certains turcophones (Nogay, Karaçay, Balkars, Terekeme, Azéris...), d'autres non (Tchéchènes, Tcherkesses...). Le droit à l'intégration leur a été reconnu, à titre collectif, aussi bien par l'empire que par la république. La réglementation reconnaît deux catégories d'immigrés : *iskân göçmen*, pour les collectivités admises sur le territoire national, *serbest göçmen*, pour les personnes accueillies à titre individuel. Dans un cas comme dans

⁹ On retrouve ici la racine arabe « hadjr », migration ; littéralement le *muhacir* est un migrant. Mais ce terme se réfère également à la migration du prophète Muhammad vers Médine, épisode dit « Hégire » fondant officiellement la naissance de l'Islam. Ainsi le *muhacir* (*mohajjer* en persan, en Iran, Afghanistan ou au Pakistan) désigne le « rapatrié » ou le réfugié en terre musulmane, *Dar'ul Islam*, qui a quitté son pays passé sous contrôle non musulman et devenu *Dar'ul Harb*, terre de conflit en marge du *Dar'ul Islam*.

l'autre, la comparaison avec la catégorie allemande des réfugiés – rapatriés (*Aussiedler*) s'impose avec une nuance puisqu'il ne s'agit pas que de Turcs ethniques. La comparaison avec les rapatriés d'Algérie pour la France, groupe comprenant beaucoup de descendants de colons espagnols ou italiens d'origine, des Juifs sépharades maghrébins, des alliés autochtones (les Harkis), peut également être intéressante.

Mülteci (turc moderne : *sığınanlar*, les demandeurs d'asile) s'applique plutôt à des solliciteurs d'asile, parfois non musulmans, en transit pour un temps plus ou moins long. La vocation à l'intégration dans la communauté turque n'est pas reconnue ou cette reconnaissance, très rare, est opérée à titre discrétionnaire et individuel.

La Turquie, pays d'arrivée : une vocation méconnue

Il est difficile d'imaginer la Turquie, pays d'émigration massive, comme un pays d'immigration. C'est pourtant le cas, car à chaque retrait de l'empire ottoman ou de ses alliés (Khanat de Crimée en particulier, peuples musulmans du Caucase du Nord), des milliers de combattants, suivis des familles, se replient vers les territoires ottomans. Trois routes terrestres, une route maritime, seront employées, avec des étapes consécutives à chacun des traités de paix stabilisant les fronts entre Autrichiens, Russes et Turcs, la rive occidentale de la mer Noire, du Don au delta du Danube, la rive orientale, du Caucase du Nord à l'Anatolie orientale, la route des Balkans (qui est aujourd'hui la principale route de migration vers l'Europe), la liaison entre les ports de Crimée et les ports turcs de la mer Noire. Les étapes ont été le Bucak et le Boghdan (actuelle Moldavie – Ukraine), le Deliorman et la Dobruca (Dobroudja/Dobrogea), en Roumanie et Bulgarie, avant passage en Thrace et Anatolie. Ces populations ont souvent été disséminées sur des marges frontalières ou des terres agricoles à coloniser (Tanoglu 1955, Shami 1994, Tekeli 1994). On retrouve leurs descendants en Anatolie centrale, dans les plaines de Tchukurova et du Hatay, en Thrace orientale, Jordanie (les troupes d'élite du royaume jordanien sont composées de Tcherkesses) et de fait partout où ont été réalisés des échanges de population avec la Grèce (Cappadoce, environs

de Bursa, Izmir, Eskishehir, etc.)¹⁰. Les descendants de ces familles ont généralement une conscience claire de leurs origines et font montre d'un réel attachement à la Turquie, pays d'accueil de leurs parents à une, deux, trois générations ou plus (Yağatarol 1999). De nombreuses thèses de géographes turcs ou étrangers (Tunçdilek, Hütteroth, de Planhol), d'anthropologues (Svanberg, Angelika et Ulrich Landmann, Paleczek), pour n'en citer que quelques-uns, montrent la richesse du thème en Turquie (cf. tableau 1).

Depuis l'avènement du régime républicain, en 1923, les flux de réfugiés vers la Turquie se sont de fait maintenus, en grande partie à la suite des traités de Sèvres, puis de Lausanne, et dans le cadre plus général des traités issus de la Première Guerre mondiale, instaurant des États-nations et organisant plusieurs échanges de population. À l'est, ce sont les traités de Gümrü et Kars qui régleront le sort final des Arméniens, Azéris et Géorgiens. Kurdes, Pontiques et Assyro-Chaldéens, largement touchés par le conflit, resteront en suspens (Yerasimos, 1993) (cf. tableau 2).

La Turquie, pays de départ : une situation complexe

Selon les statistiques officielles, 3 457 489 ressortissants turcs vivent en émigration en 1998, dans plus de trente pays. Cette émigration est avant tout de nature économique, mais tout observateur sait à quel point dans l'émigration turque les filières migratoires (les originaires de tel groupe ou telle région) font place aux dimensions

¹⁰ Dans l'ouvrage d'Andrews (1989), cité en bibliographie, les groupes réfugiés présents en Turquie au XX^e siècle sont les suivants : Azéris (Karabaghli, Shirvanli, Karapapah, Terekeme), Ouïgours, Kirghizes, Kazakhs, Ouzbeks, Buharlik de Sibérie (Tatars d'origine ouzbèke), Tatars de Crimée, Nogays, Balkars, Karaçay, Kumuks, Turcs de Bulgarie (Amuca alévis, Tchitaks, Gacals, Pomaks, Tatars, quelques Gagaouzes orthodoxes), Musulmans de Yougoslavie (Pomak, Torbeshi, Tchitaks, Gagaouzes, Bosniaques, Kurki), Daghestanais (Avars, Dargwa, Andi-Dido, Lak, Haidaq, Lezgiar), Tchétchènes et Ingouches du groupe Vaynakh, Tcherkesses de onze clans ou tribus dont la totalité du groupe oubykh, dont la langue aura été sauvée de l'oubli par Dumézil, Albanais et enfin quelques groupes chrétiens et juifs (Estoniens, Cosaques du Kuban, Molokanes russes, Polonais, Juifs d'Espagne, Karaïtes et Kirimçaks).

PÉRIODE	EFFECTIFS	CIRCONSTANCES HISTORIQUES	RÉGIONS D'ACCUEIL	RÉGIONS DE DÉPART
A) Immigration de Crimée				
1771-1800	*500 000	Occupation et annexion russe	Roumélie et Anatolie	Ancien Khanat de Crimée
1812-1828	200 000	Suite des guerres napoléoniennes et répression russe	Région d'Eskisehir	Ancien Khanat de Crimée
1853-1864	*800 000	Guerres de Crimée et du Caucase	Roumélie et Anatolie	Steppes de Crimée + Nogays du Bucak + Tatars de Lithuanie + Tcherkesses du Caucase
1874-1891	600 000	Répression russe	1) Littoral de Constantza à Burgas	Ancien Khanat de Crimée
1902-1904	20 000	Répression russe	2) Plaine danubienne (Delta à Vidin)	Littoral criméen méridional
			3) Bulgarie intérieure, Wobres	
			4) Istanbul, Edirne, Bursa, Eskisehir, Ankara, Sivas, Izmir, Konya, Adana, Diyarbakir, Alep et Syrie	
B) Immigration du Nord-Caucase				
1768-1770	10 000	Guerres du Caucase	Turquie	Caucase du Nord-Ouest, Adygé
1780-1800	30 000			
1812-1815	15 000	Guerres napoléoniennes		
1828-1829	12 000			
1829-1863	300 000	Guerres du Caucase	1) Roumélie : Nish, Kosovo et Macédoine	Steppes du Kuban
		Résistance de Sheykh Shamil	2) Sofia et plaine danubienne	Caucase Nord et Ouest, Adygé
1877-1879	500 000		3) Anatolie : Amasya, Tokat, Sivas, Cankiri, Adana, Konya, Aydin, Içel, Bursa, Kocaeli, Sakarya	Caucase central, Balkarie
1879-1917	9 000		4) Syrie : Alep, Damas, Amman	Tchéchénie et Daghestan
			5) Chypre	
C) Immigration d'Azerbaïdjan Caucasien				
1812-1815	7 000			
1828-1829	10 000			
1860	20 000		Kars, Igdir et Ardahan	
1877-1878	40 000	Guerre russo-turque		
1917-1920	10 000	Première Guerre mondiale et Révolution soviétique, guerre civile	Kars et Erzurum	

PERIODE	EFFECTIFS	CIRCONSTANCES HISTORIQUES	RÉGIONS D'ACCUEIL	RÉGIONS DE DÉPART
D) Immigrations de Grèce et Chypre				
1826-1864	60 000	Guerres d'indépendance	Istanbul et Anatolie	Crète
1878-1880	15 000	Annexion britannique de Chypre	Istanbul et Anatolie	Chypre
1885-1923	750 à 800 000	Guerres balkaniques	Istanbul et Anatolie	Macédoine, Thrace Occidentale, Epire
E) Immigration de Bulgarie				
1828-1829	30 000	Guerre russo - turque		
1876-1880	500 000	Guerre russo - turque et Indépendance bulgare	Edirne (200 000) Syrie (75 000) Adana (25 000) Chypre (10 000) Anatolie, divers (40 000) Algérie (500)	
1885-1923	500 000	Guerres balkaniques	Turquie	
F) Immigration de Roumanie				
1826	200 000	Guerre russo-turque de 1806-1812 et conséquences	Istanbul et Eskishehir	Eftâk (Valachie), Bugdan et Dobrudja
1877-1900	90 000	Guerre russo-turque et Indépendance roumaine	Turquie	Dobrudja, Tulcea , Constantza, Bessarabie
G) Immigration de Yougoslavie				
1806-1826	30 000	Révoltes serbes et conséquences des guerres napoléoniennes	Skoplje, Kosovo et Monastir Roumélie	Garnisons de Serbie et Bosnie-Herzégovine
1826-1830	150 000	Retraits de Serbie		Forteresses turques (Belgrade...),
1867-1870	150 000	Retraits des forteresses de Serbie et Indépendance serbe	Izmit (15000), Istanbul, Izmir et Anatolie - divers lieux	Bosnie-Herzégovine, Sandjak
1908-1923	300 000	Guerres balkaniques		
Total	5 708 000			

Tableau 1
Immigrations vers l'Empire ottoman (1771-1923).

Source : diverses encyclopédies turques

Années	Origines						
	Bulgarie	Roumanie	Yougoslavie	Grèce	Turkestan	Autres	Réfugiés
1923-1933	101 507	33 852	108 179	384 000			
1934-1960	272 971	87 476	160 922	23 788		31 466	
1961-1970	13 114	268	30 368	712		945	
1971-1972	4 902	76	93			4 739	
1973	5 332	28	150			4	565
1974	1 457	23	47		6	17	1 057
1975	400	34	126			15	1 180
1976	2 421	6	99			18	715
1977	12 005		94		66		974
1978	60 738		41				625
1979	6	8	179		8		610
1980	8	11	151		50	1	510
1981	5	12	95	4	61		1 096
1982	2	33	162		13	3 846	2 592
1983	6	14	189		24	354	2 657
1984	1	85	202		15		3 344
1985		70	300		20		1 809
1986		133	275		10		3 257
1987		88	331		2	1	4 131
1988	7	101	415		7	53	3 928
1989	225 863	139	435				2 250
1990	52 961	85	224		9		1 496
1991	17 950	3	151		3		2 520
1992	3 092	12	161		4		1 697
1993	220	7	331		5	569	761
1994	166	15	265			183	1 645
1995	52		227				1 690
1996	55	1	263				1 641
1997	76	3	277				2 367
Total	775 322	122 583	304 752	408 504	303	42 211	45 117

Source : divers annuaires statistiques DIE, de 1981 à 1999 (Direction générale des affaires rurales + Direction générale de la sécurité)

Tableau 2
Immigrations vers la Turquie à l'époque républicaine (1923-1992).

politiques. Sont ainsi relevées des filières kurdes, aléviées, assyro-chaldéennes, arméniennes, liées à des syndicats de gauche, des partis politiques, des confréries musulmanes (*tarikats*)... (de Tapia, 1996). Au plus fort du recrutement des travailleurs par les industries et les chantiers européens, ces dimensions politiques n'apparaissent pas, car il suffisait de se fondre dans la masse des immigrés pour quitter la Turquie. Ainsi, les coups d'État militaires de 1960 et 1971 sont passés inaperçus dans les flux migratoires (Güzel, 1995). Celui de 1980 en revanche a été le prétexte invoqué par des dizaines de milliers de Turcs pour solliciter l'asile en Europe, à un moment où les autorités compétentes en matière de droit d'asile n'étaient guère en mesure d'instruire cette avalanche de dossiers (Grémy, 1991). Alors que les réfugiés des décennies 1960 et 1970 n'avaient guère besoin de preuves pour obtenir le droit au séjour, n'étant d'ailleurs pas obligés de recourir à la sollicitation d'asile, la fermeture accrue des frontières dans les décennies 1980-1990 n'est même plus garante des conventions internationales sur les réfugiés.

Il n'en reste pas moins que la pression migratoire perdure et que les autorités turques ne sont pas toujours garantes des droits politiques parfois les plus élémentaires. En d'autres termes, l'émigration dans toutes ses composantes aura permis l'émergence d'une diaspora kurde, la consolidation de la diaspora assyro-chaldéenne en Europe et en Amérique (Yacoub, 1995), le repli de nombreux éléments islamistes, fascistes, gauchistes et révolutionnaires en Europe. C'est ici qu'il convient de se poser la question de l'instrumentalisation de l'émigration par la société turque dans son ensemble.

Les réfugiés en Turquie : instrumentalisation pour la construction nationale

Nous nous trouvons donc face à deux phénomènes inverses, accueil de réfugiés/expulsion de réfugiés, mais qui nous semblent pourtant aller dans le même sens, celui de la turquisation, de l'homogénéisation du peuplement sur des bases recomposées, à savoir l'islamisation totale de la mosaïque anatolienne et l'assimilation de toutes les minorités.

À l'entrée, ne se rencontrent plus, à l'exception d'un flux nouveau de migrants de travail (expatriés occidentaux et japonais, tra-

vailleurs clandestins, migrants en transit...) que des Turco-musulmans sunnites ou des allogènes se réclamant des mêmes valeurs que la société turque. A la sortie, se rassemblent les minorités ethno-confessionnelles (Grecs de Turquie, Arméniens, Assyro-Chaldéens, Juifs, Yezidis, Alévis...) ou les Kurdes qui par leur nombre représentent un réel danger pour la cohésion de l'édifice. Il est par exemple clair que les derniers jours des chrétiens d'Orient sont maintenant comptés et que, d'ici les premières décennies du XXI^e siècle, les populations chrétiennes autochtones auront virtuellement disparu. Kurdes et Alévis – souvent d'authentiques Turcs ethniques et pas uniquement des Kurdes – poseront d'autres problèmes.

La « synthèse turco-islamique » et les flux migratoires

La synthèse turco-islamique (*Türk-Islam Sentezi*) représente un courant de pensée moderne, très présent dans la vie publique et politique turque, mais toutefois sans être expressément attaché à l'un ou l'autre parti politique. Ce courant, à cheval sur les expressions nationalistes et islamistes, est conservateur, se classant sans ambiguïté à droite sur l'échiquier politique. Il est alimenté par de nombreux intellectuels, professeurs de faculté, éditorialistes, et se démarque en prenant ses distances avec l'Occident, tout en revendiquant la modernité, sans trop critiquer les héritages d'Atatürk (Oran, 1990). Au maître mot de la politique turque qui était occidentalisation (*batililashma*) s'oppose aujourd'hui modernité/« contemporanéité » (*çaghdashlashma*)¹¹. Ce programme politique, véhiculé par le Foyer des Intellectuels (*Aydınlar Ocaghi*) apparaît dans les années 1980, à la suite du coup d'État organisé par Kenan Evren et édite toute une série de rapports officiels et officieux sur la Culture Nationale (*Millî Kültür*) où l'enjeu est bien celui d'un nouvel équilibre entre islam turc et idéologie turque. L'islam y est conçu comme la parade contre les mouvements de gauche, le facteur de cohésion de la nation turque. Ce n'est plus la laïcité à la

¹¹ Synonyme de modernité et de libéralisme pour la droite turque, çaghdash est pour la gauche synonyme de démocratie. À ce titre, les associations ou fondations aléviennes et militantes des droits de l'homme l'utilisent souvent.

turque, c'est le retour de l'islam – religion d'État, enseigné dans les écoles laïques de la République comme dans les écoles confessionnelles chrétiennes. Cette « réislamisation » par le haut rencontrera vite la « réislamisation » par le bas que pratiquent les confréries et les partis de droite depuis déjà les années 1950. Les relations entre sunnites et alévis – accusés en bloc d'être communistes et kurdes, ce qui est dans tous les cas une simplification hâtive –, entre musulmans et chrétiens ne vont cesser de se détériorer.

Pour les partisans de la synthèse, ce sont les Turcs ottomans qui ont construit la forme la plus achevée de société musulmane, avant d'être agressés par l'Occident. Ce courant est donc par essence nationaliste et islamiste, mais refuse par définition le rapprochement avec les Arabes comme avec des minoritaires qui seraient un danger pour la turcité, les Kurdes en particulier. Il est conscient de la supériorité technique de l'Occident, mais refuse une quelconque supériorité morale. Il peut de ce fait rejoindre les panturquistes intéressés par l'Eurasie turque. L'exaltation du passé turco-musulman n'est pourtant pas un retour vers l'empire.

En d'autres termes, les ressortissants turcs issus de minorités ethniques ou confessionnelles ont le choix entre l'assimilation et le départ. Laïcité et démocratisation ne sont pas considérées comme des objectifs prioritaires, l'individu doit s'effacer devant l'identité collective.

L'accueil sélectif des réfugiés non musulmans ou non sunnites

Un rapport d'Amnesty International proteste contre l'accueil sélectif des réfugiés en Turquie, souvent fermée aux non Européens, mettant en avant la méfiance, voire la discrimination que subissent Irakiens et Iraniens en Turquie, très souvent d'origine kurde. Ce rapport analyse ensuite le traitement plus favorable que connaissent Bulgares d'origine turco-tatare et Bosniaques accueillis sans visa¹². Cette analyse appelle de fait de nombreux commentaires.

¹² Amnesty International, Turquie. *Protection sélective : traitement discriminatoire à l'égard des réfugiés et demandeurs d'asile non Européens*. Doc. EUR 44/16/94-EFAI 94 RN 068.

La Turquie ottomane, puis républicaine, a longtemps fait preuve d'une assez grande tolérance en matière d'accueil de réfugiés. Le cas le plus connu est sans doute celui des Juifs d'Espagne chassés par les Rois très Catholiques en 1492 et immédiatement accueillis par le Sultan sur les places d'Istanbul et de Thessalonique, tandis que d'autres s'installaient au Maghreb. Cette tradition d'asile s'est poursuivie avec des Polonais et des Cosaques catholiques au XVIII^e siècle, des opposants hongrois à l'empire des Habsbourg¹³, des Allemands antinazis ou simplement mariés avec des Israélites durant les années 1930-1940. Ces derniers, professeurs de faculté, architectes, urbanistes, compositeurs... ont marqué l'université turque, particulièrement à Ankara (Ceyhun, 1995)¹⁴. De fait, cette tradition d'ouverture apparaît aujourd'hui très étriquée. Ainsi, si les leaders kurdes que sont Ahmed Barzani et Djelal Talabani bénéficient effectivement d'un traitement de faveur (résidence à Ankara, passeports diplomatiques turcs), les réfugiés kurdes ou assyro-chaldéens d'Irak, iraniens en général, afghans, tunisiens (islamistes d'*En Nahda*)..., sont difficilement tolérés, parfois victimes de discriminations, voire d'une véritable insécurité. Les Iraniens sont trop souvent victimes d'attentats commis par les agents de la police politique iranienne ! On estime pourtant à plus d'un million le nombre des Iraniens ayant transité par la Turquie pour se réfugier en Europe et aux États-Unis. De même, le traitement des réfugiés kurdes irakiens reste problématique. Ainsi, à la suite du bombardement chimique d'Halabja, environ 80 000 Kurdes irakiens se réfugient en Turquie. La plupart d'entre eux repartent vers le Kurdistan irakien

¹³ Les Polonais de Polonezköy (Adampol) dans la banlieue d'Istanbul sont arrivés en 1839-1842 avec le Prince Czartoryski, à la suite d'une révolte avortée. Ils sont toujours catholiques. Un groupe de Cosaques orthodoxes, accueilli en 1683 s'est maintenu jusqu'en 1962 à Kocagöl (Balıkesir), date à laquelle il a massivement opté pour un retour en Russie.

¹⁴ Gerhard Kessler, Fritz Neumark, Wilhelm Röpke, Alexander Rüstov, Josef Dobretschberger, Ernst Reuter, Umberto Ricci, quelques économistes connus pour leur engagement antinazi, antifasciste ou parfois simplement époux de femmes juives allemandes ou autrichiennes. On retrouve dans ces listes un compositeur comme Paul Hindemith, des urbanistes, des architectes, des médecins, des artistes (Leopold Levy)... La liste donnée par Demirtas Ceyhun est intéressante à plus d'un titre.

après quelques mois de présence dans le sud-est anatolien. Certains seront installés par l'association France Liberté en Auvergne, puis disséminés dans l'ouest de la France alors que plusieurs milliers d'entre eux, réfugiés en Anatolie dans les mêmes circonstances, résident toujours, bien des années après et dans des conditions difficiles, dans les camps de Kiziltepe et Mardin (Cigerli 1998). À aucun moment, la Turquie ne leur reconnaît le statut de réfugié.

En réalité, ce n'est pas à l'encontre des non Européens que s'effectue une quelconque discrimination, mais bien à celle des non sunnites et non turcophones, à l'exception notable des Bosniaques souvent pourtant hétérodoxes (bektashî, ce qui les situe à la marge du sunnisme, mais ne les rattache pas automatiquement à l'alévisme, et encore moins au chiisme). Les faibles flux originaires d'Afghanistan (Turkmènes, Kazakhs, Ouzbeks du Turkestan afghan et de Kabul, Kirghizes du Pamir), de Chine (Ouïgours) ou encore le flux très important de Bulgares (environ 330 000 en 1989-1990), appartiennent ethniquement au fonds turc ou turquisé et massivement au sunnisme (même si l'on rencontre des Alévis bulgares). Les Kurdes iraniens et irakiens sont sunnites, mais kurdes, tandis que les Azéris d'Iran sont turcophones, mais chiites ! Quant aux Tunisiens, ils sont arabes et islamistes, donc mal vus des autorités militaires et partiellement civiles.

On imagine cependant mal l'effort consenti par les autorités et la société turque pour l'intégration des réfugiés d'origines kazakhe, balkanique, afghane, même pour des périodes récentes. Ce sont des dizaines de milliers de logements et d'emplois qui ont dû être fournis, parfois en quelques mois. Des villages ont été construits et mis à disposition de groupes compacts après 1950 (Karagündüz pour les Kirghizes près de Van, Altay pour les Kazakhs près de Konya), des quartiers de logements collectifs également, par exemple près de Bursa pour les Bulgares d'origine turque. Ceci étant, cette politique d'accueil se rapproche beaucoup de celle de l'Allemagne face aux *Übersiedler*, *Aussiedler* et autres *Vertriebene*. La référence à la notion de *soydashlik* (personnes de même origine ethnique) apparaît avec constance dans le discours turc (nationalistes, politiciens en général, presse).

Question kurde versus question tcherkesse : deux approches opposées d'une même réalité humaine

À la différence des Kurdes, les Tcherkesses sont immigrés. Kurdes et Tcherkesses sont musulmans sunnites, mais les Kurdes (comme les Turcs d'ailleurs) comptent une forte minorité alévie. Les Tcherkesses sont intégrés, ou le semblent, mais commencent à retrouver une histoire différenciée de l'historiographie officielle (travaux cités en bibliographie : Berzeg, Kanbolat, Mansur, Sever, Yançatarol...). Les Kurdes, au moins partiellement, rejettent l'historiographie officielle. Le principal facteur discriminant tient probablement au nombre (quelques centaines de milliers de descendants de Tcherkesses plus ou moins conscients de leurs origines et qui doivent beaucoup à l'empire ottoman et à la Turquie contre plusieurs millions de Kurdes) et à la géographie : il n'y a pas continuité de territoire entre les communautés tcherkesses anatoliennes, moyen-orientales et caucasiennes alors que les Kurdistans sont transfrontaliers, par le simple fait du découpage de frontières internationales dans des territoires tribaux. Les mêmes tribus sont souvent représentées de chaque côté de la frontière et les liens du sang souvent priment sur le droit international. Ceci explique sans doute cela : une Turquie relativement généreuse et accueillante pour les Caucasiens immigrés, dure et tranchante pour les Kurdes, qu'ils soient autochtones, immigrés ou réfugiés. On se reportera ici aux nombreux travaux de Hamit Bozarslan ou Gérard Chaliand, à la thèse récente de Sabri Cigerli ou à l'ouvrage collectif de Muhtesem Kaynak, pour mieux cerner une question encore beaucoup plus compliquée qu'elle ne le paraît.

À la lumière de ce que viennent de subir, de ce que subissent sous nos yeux, nombre de populations civiles que nous citons ici, Bosniaques et Kosovars de l'ancienne Yougoslavie, Kurdes d'Irak, Tchétchènes, Arméniens et Azéris du Karabagh, la comparaison entre Kurdes et Caucasiens (ou Musulmans balkaniques) s'impose.

Les Kurdes, quelle que soit leur nationalité officielle, sont toujours *persona non grata*, à la notable exception de quelques personnalités utiles au régime en place et des réseaux sociaux qu'elles contrôlent. C'est bien le cas des députés kurdes, souvent chefs de tribus et

aujourd'hui patrons de milices armées par l'État contre le PKK (*köy korucuları* ou protecteurs de villages), intégrés aux sphères du pouvoir, plus nombreux que l'on ne se l'imagine. C'est aussi le cas des chefs de l'UPK et du PDK irakien, qu'Ankara soutient directement contre le PKK, indirectement contre Bagdad. Sabri Cigerli (1998) montre bien les contradictions dans lesquelles les autorités turques s'empêtrant à partir de 1988, à la suite du bombardement chimique d'Halabja, au Kurdistan irakien. 80 000 Kurdes sont admis en Turquie, on leur met à disposition des installations, mais sans leur reconnaître le statut de réfugiés. La situation se complique encore en 1991, mais le monde change et l'opinion publique turque aussi : les Turcs des montagnes, appellation en vigueur dans les années 1960, deviennent pour tout un chacun des Kurdes, de Turquie ou d'ailleurs. Ouverture toute relative, car si le tabou qui s'appliquait au nom même des Kurdes disparaît, s'il est admis que l'on puisse parler le kurde en Turquie à titre privé, les Kurdes d'Irak, d'Irak ou de Syrie, ne sont pas les bienvenus en Turquie, même s'ils peuvent être tolérés dans une certaine mesure. L'ouvrage de Kaynak *et al.* (1992) rappelle que la Turquie ouvre ses portes – au nombre de 16 !, *dixit* l'ouvrage – à 51 542 Irakiens en 1988, 7 489 en août 1990, 62 922 immigrants d'Irak et du Koweït chassés par la guerre en 1990, plus de 460 000 Irakiens en hiver 1990-91. Sur le total général, 25 675 personnes resteront en Turquie, 1 018 seront admis dans les pays occidentaux.

Les Tcherkesses forment une population indifférenciée dans l'esprit des Turcs, qui les accueillent du mieux qu'ils le peuvent, à partir de 1864. Ceux-ci sont victimes d'une opération planifiée de nettoyage ethnique, ayant le choix entre déportation en territoire russe et départ vers la Turquie ottomane. Ces Tcherkesses, qui en réalité recourent des populations caucasiennes musulmanes très diverses, s'installent dans de nombreuses régions de Turquie, des Balkans à la Syrie, et deviennent les champions du nationalisme turc.

On remarquera cependant que ces flux ne sont pas contemporains. Les actuels Tchétchènes qui vivent une situation proche de ce qu'ont connu leurs cousins caucasiens un siècle auparavant ne cherchent pas l'asile en Turquie, du moins pas massivement, mais ils peuvent bénéficier des réseaux établis dans la population turque depuis le siècle dernier. Par contre, Kazakhs et Kirghizes sont à peu

près contemporains des quelques centaines de milliers de Bulgares qui cherchent l'asile en Turquie entre 1950 et 1989. Autant l'intégration des arrivants des années 1950 semble acceptée – même si elle a posé de gros problèmes pratiques et financiers à l'époque –, autant celle des réfugiés de 1989-1990 va devenir difficile. Mais il convient de se rappeler que le contexte change très vite : la Bulgarie de Jivkov disparaît et laisse place à une normalisation des relations turco-bulgares impensable quelques mois auparavant. Alors que les Bulgares des années 1950 s'adressaient à un pays encore assez peu peuplé, ceux de 1989, au moins le double (300 000 à 360 000 personnes !), entrent en masse dans un pays en crise économique récurrente.

■ Les réfugiés, acteurs de la construction de l'État-nation

Les réfugiés turco-musulmans arrivent dans la période de décadence de l'empire, où conflits avec les voisins et révoltes centrifuges sont pratiquement constantes. Celui-ci a un besoin impérieux de cadres, de combattants, voire de main-d'œuvre, pour se maintenir à flot sous les pressions internes comme externes. Cette situation préfigure la Première Guerre mondiale et les échanges de populations qui suivront. L'Anatolie et la Thrace orientale, réduits turcs de l'empire, vont connaître une véritable recomposition qui touche autant le peuplement que l'ethnicité.

Turquisme, panturquisme, pantouranisme

Au XIX^e siècle et au début du XX^e siècle, les *Muhacirs* et les réfugiés en général jouent un rôle éminent dans la construction du nationalisme et l'émergence de mouvements intellectuels et politiques comme le turquisme, le panturquisme ou le pantouranisme. « *L'Islam en Union Soviétique* », d'Alexandre Bennigsen et Chantal

Lemercier-Quelquejay (1968), a pour notre objet l'intérêt de citer en notes la biographie simplifiée de nombre de nationalistes tatars, azéris, kazakhs, ouzbeks, caucasiens, réfugiés en Turquie fin XIX^e – début XX^e siècles. Les publications de François Georgeon (1980), Etienne Copeaux (1993), Lowell Bezanis (1994), Erik Zürcher (1994) en contiennent également. Parmi ceux-ci, Ali Hüseyinzade, Ahmet Aghaoghlu, Yusuf Akçura, Abdurrashid Ibrahimov, Mehmet Emin Rasulzade, Mohamed Ayaz Ishakov, Fuad Tuktarov, Zeki Velidi Togan, Abdülkadir Inan..., ont joué comme politiciens, universitaires, éditorialistes, des rôles éminents dans les mouvements révolutionnaires turcs, azéris, tatars, menchevik, bolchevik, kémaliste. Tous ces exilés ont vécu la fin de leur vie en Turquie où ils ont parfois été au premier plan de la vie politique (Yusuf Akçura, Ahmet Aghaoghlu) ou intellectuelle (Zeki Velidi Togan, Abdülkadir Inan). Des historiens comme François Georgeon (1980) affirment que le nationalisme turc est né sur les bords de la Volga. A l'inverse, la Turquie ottomane, et Istanbul en particulier, jouent un rôle important dans la naissance d'idées modernistes et nationalistes en Iran : les réfugiés et commerçants azéris fréquentent la capitale ottomane, s'y installent et publient (Zarcone, 1991 et avec Zarinbaf-Shahr, 1993). Istanbul est aussi un relais des idées réformistes islamiques pour les Ouzbeks de Boukhara (Zarcone, 1991).

Parmi la nombreuse littérature éditée en Turquie durant les années 1990 sur les minorités autochtones ou immigrées, répondant à un besoin nouveau de recherche d'identité dans un contexte intérieur plus libéral et un contexte international très instable, les ouvrages de Sefer Berzeg (1990, 1998), avocat de Samsun, d'origine tcherkesse et historien à ses heures, peuvent être cités en exemple d'études cherchant à rétablir des vérités historiques indépendantes de l'historiographie officielle. Le premier ouvrage est intéressant, car il veut réhabiliter la mémoire de nombreux officiers turcs d'origine caucasienne ayant joué un rôle politique non négligeable à la fin de l'empire et au début de la république. La biographie de ces officiers parfois devenus députés, ministres, préfets, montre durant les années 1915-1923 un véritable clivage entre partisans du Sultan Calife et d'Atatürk. Les Tcherkesses de l'Ouest anatolien animent de fait de nombreuses révoltes contre la république naissante. Ces biographies montrent aussi leur appartenance non négligeable à

l'Organisation Spéciale (*Osmanlı Teshkilât-i Mahsus'a*) chargée par le comité Union et Progrès (*İttihad ve Terakkî*) de liquider la question arménienne. Nombre d'entre eux seront exilés à Malte par les Britanniques, certains se réfugieront en Grèce. Certains comme Tcherkes Ethem seront éliminés par les autorités républicaines après s'être révoltés contre le nouveau régime instauré par Mustafa Kemal, mais d'autres comme Hüseyin Rauf Orbay connaîtront des carrières politiques importantes.

Durant la guerre d'indépendance (*Istiklâl Savashi*), ces officiers tcherkesses (qui forment également l'ossature de l'actuelle armée jordannienne, comme nous l'avons déjà souligné) ont donc joué un rôle fondamental, prenant l'initiative de création de milices d'auto-défense musulmanes contre les Grecs, les Arméniens, les Pontiques, participant aux activités de l'armée de Mustafa Kemal (cf. le rôle très important du Colonel Orbay), mais aussi dans le camp adverse, en défendant le Sultanat et le Califat.

Il est symptomatique qu'à la fin des années 1990 soient édités de très nombreux titres sur le Caucase et les minorités d'origine caucasienne en Turquie, immigrées (Tcherkesses, Tchétchènes) ou autochtones (Lazes, Géorgiens). Ces ouvrages de qualité très inégale sont de fait renforcés par plusieurs revues ou journaux, parfois bilingues (turc et langue de la minorité en question) dont l'histoire semble assez agitée, mais pour lesquels les autorités font montre d'une relative tolérance, bien plus grande en tous cas que pour les écrits en kurde.

Nationalisme turc et panturquisme en opposition

Le nationalisme turc (*Türk milliyetçiliği, Türkçülük*) s'oppose très fortement au panturquisme (*Türkçülük, Turancılık*) durant la période de construction de l'État-nation républicain. Ainsi, si la Turquie apparaît comme un sanctuaire pour les militants d'origine soviétique, elle n'en reste pas moins prudente, voire hostile, et quelques réfugiés en vue seront même expulsés. Contrairement à Enver Pacha, mort au Turkestan et dont les cendres viennent d'être rapatriées lors d'une cérémonie présidée par Süleyman Demirel,

président de la République, Atatürk a préféré jouer la carte du nationalisme turc en Anatolie. Le turquisme a de fait marginalisé le panturquisme.

Après l'apparition du kémalisme, les éléments d'origine soviétique vont jouer un rôle atténué – sans commune mesure avec celui des réfugiés de l'empire russe –, au moins jusqu'aux années 1950, période du passage au multipartisme, où l'on voit naître la figure emblématique du colonel Alparslan Türkesh, né à Chypre et fondateur du courant connu en Europe sous l'appellation des « Loups Gris » (*Ülkü Ocakları* ou les Foyers de l'Idéal ; les militants se nommant « idéalistes », *ülküçüler*). Le parti, parfois interdit, renaissant sous d'autres dénominations, est généralement connu sous son nom actuel de MHP (*Milliyetçi Hareket Partisi* – Parti d'Action Nationaliste, voir Bora et Can, 1999 pour l'évolution récente d'une déjà longue histoire).

Dans les rapports ambigus que tissent la Turquie kémaliste et l'URSS de Lénine, puis Staline, la Turquie apparaît avec l'Allemagne, la Pologne, la France, la Chine nationaliste, le Mandchoukouo, le Japon, la Finlande, comme l'un des pays de repli des nationalistes et panturquistes tatars et centrasiatiques qui réussissent à échapper aux avancées de l'Armée Rouge ou aux purges staliniennes. Beaucoup de ces nationalistes, révolutionnaires ou réformistes, ont effectivement joué le jeu de la révolution russe avant d'être amèrement déçus. Certains arrivent avec les Russes Blancs, d'autres durant les années 1930 (purges, collectivisation), les derniers dans les bagages de la *Wehrmacht*. Certains d'entre eux ont ouvertement collaboré avec les Nazis ou les Japonais dans l'espoir d'une reconquête des territoires perdus au Caucase, en Crimée ou en Asie Centrale. En Turquie, ces activistes sont néanmoins très surveillés et s'ils animent des associations et publient dans des revues militantes (nationalistes, panturquistes, anticommunistes), les autorités ne les laissent jamais dépasser les limites de ce qui pourrait occasionner des incidents diplomatiques avec l'URSS (Bezanis 1994, Copeaux 1993, Üstel 1993). Les Turkestanais du Xinjiang (Ouzigours, Kazakhs), même entrés en Turquie plus tard (pour les Kazakhs après 1954) appartiennent au même registre. Mais après le passage au multipartisme, qui voit d'ailleurs d'autres fils de *muhacirs* accéder au plus haut niveau de l'État (Adnan

Menderes, Hasan Polatkan d'origine tatare criméenne, Celal Bayar, Fuat Köprülü, Fatih Rüştü Zorlu d'origine tcherkesse/Bezani (1994 : 83), les éléments les plus radicaux de l'anticommunisme refont surface en s'intégrant dans le nouveau parti d'Alparslan Türkesh, *Milliyetçi Hareket Partisi* (Parti d'Action Nationaliste), et en particulier dans les groupes de jeunes militants.

Pour la période contemporaine, alors que les flux d'entrée restent marginaux (Ouzïgours du Xinjiang), détournés par l'Afghanistan (Turkmènes, Ouzbeks, Kazakhs, Kirghizes) ou le Cachemire (Kazakhs et Ouzïgours), il semble que la présence de ces réfugiés d'origine centre asiatique joue un rôle sans commune mesure avec leur très faible nombre, en particulier par la relation qu'entretiennent leurs associations et fondations avec les mouvements d'extrême droite et les services américains de la CIA et connexes (*Radio Liberty*, *Radio Free Europe*, par exemple liées à l'*United States Information Agency*, gestionnaire de *Voice of America*, au départ et jusqu'en 1973, émanation de la CIA). Ils y retrouvent les enfants des réfugiés tatars et caucasiens (*Newsweek* 3/04/1993). Sur le plan intérieur, nombreux seront les jeunes militants *ülkücü* participant aux incidents entre étudiants de gauche et de droite dans les universités, entre autres parmi les jeunes kazakhs (Svanberg 1989). Sur le plan extérieur, les fondations créées par les parents nés en Turquie ou en Eurasie turcophone, Balkans et Caucase, vont après 1990 faciliter les relations entre la Turquie et les nouvelles républiques de la CEI (Bilici, Copeaux, 1992).

Aujourd'hui, le rôle de ces réfugiés-immigrés peut apparaître plus discret. Il est en fait très peu étudié en tant que tel. Or la présence de jeunes Turcs d'origines abkhaze, tchéchène, tcherkesse, bosniaque... dans les conflits du Caucase et de l'ex-Yougoslavie, sans être massive, a souvent été attestée. Hors de Turquie, les descendants turcs des Ouzbeks sont fiers de dire que l'armée saoudienne compte au moins neuf généraux d'origine ouzèbe et l'on peut lire des textes sur l'identité tcherkesse retrouvée en Jordanie (Shami, 1994), tandis que les USA abritent plusieurs serveurs Internet alimentés par la diaspora turco-tatare, très impliquée dans l'étude et le soutien des peuples turcophones de l'Eurasie.

Conclusion :

Ne mutlu Türküm diyene !¹⁵

Pour conclure provisoirement ce premier aperçu de ce qui pourrait être en Turquie et au Moyen-Orient (Jordanie, Egypte, Iran, Afghanistan...) un axe de recherche intéressant, on remarquera que le fondateur de l'État moderne en Turquie, Mustafa Kemal, devenu Atatürk après l'instauration des patronymes à l'occidentale, est né à Thessalonique en Macédoine, que le dernier président d'origine militaire de Turquie, ex-chef d'État-major, Kenan Evren, né à Kula, dans l'arrière-pays d'Izmir, était originaire de Roumanie, qu'Alparslan Türkeş, ex-colonel mêlé à une tentative de coup d'État en 1963, aux côtés du colonel Aydemir (d'origine tcherkesse), devenu leader des nationalistes turcs, est né à Chypre, que Celal Bayar, également général et président de la République en 1950-1960 était d'origine pomake (musulman bulgarophone), tandis qu'un général appartenant au Quartier général des Armées nous déclarait lors d'un voyage d'étude ses origines macédonienne et bosniaque, appuyant sur le fait qu'être turc, était en fait une question de philosophie, un concept politique, plus qu'une réalité intangible.

Il n'en reste pas moins qu'affirmer sa non turcité se révèle souvent être un exercice dangereux. Le paradoxe est celui d'une historiographie résolument asiatique, comme le souligne Etienne Copeaux, associée à l'affirmation appuyée d'une identité résolument européenne par des élites issues directement de l'empire ottoman, jouant à la fois de leur attachement à la Turquie et de leurs origines extérieures à l'Anatolie. Cependant, l'intégration des descendants des réfugiés turco-musulmans dans la nouvelle Turquie n'est pas une illusion. Bien au contraire, ce sont ces groupes, souvent non turcophones au départ qui ont pris en main les destinées de la répu-

¹⁵ « Quel bonheur pour celui qui se dit Turc ! », slogan de l'époque d'Atatürk, inscrit sur de très nombreux édifices publics.

blique, en insistant sur l'unicité du peuple turc, en niant les composantes autochtones allogènes, des Arméniens aux Kurdes. Ce paradoxe n'est pourtant pas nouveau puisque l'empire ottoman fonctionnait en grande partie sur ce modèle.

Les réfugiés et rapatriés turco-musulmans, au-delà de leur nombre et de leur installation sur la quasi-totalité du territoire turc, par groupes compacts (villages, quartiers de *muhacirs*) ont joué un rôle affirmé dans la création et la construction de l'État-nation turc. Ce rôle a pu selon les périodes être de premier plan, avec la génération des Akçura et Aghaoghlu ; beaucoup plus discret sous la présidence d'Atatürk, où le turquisme a supplanté le panturquisme, il revient en force mais par le biais de la société civile (associations, fondations, universitaires, publications...). Les immigrés sont aujourd'hui bien intégrés, tout en réaffirmant leur identité d'origine, identité qui permet par ailleurs à la classe politique comme à l'économie de réinvestir les régions musulmanes des Balkans, du Caucase, de l'Asie centrale. Instrumentalisés à leur entrée, les *muhacirs* et autres *göçmen* ont servi à conforter le caractère turc et musulman de la population de l'empire. Ceci a contribué à l'avènement de la république, mais de fait perdue de nos jours. Loin d'être de simples sujets, les immigrés ont le plus souvent été des acteurs, parfois de toute première importance.

Bibliographie

- ABU SAHLIEH (S.A.A.), 1996 –
The Islamic Conception of Migration.
International Migration Review (IMR),
30 (1) : 37-57.
- AKKAYA (C.), SPOHN (M.),
KORAY (S.) ed., 1996 –
Immigration Country Turkey. Essen,
Zentrum für Türkeistudien, série ZfT
Aktuell 37.
- ALTAY (H.), 1981 –
Anayurttan Anadolu'ya,
[De la mère patrie à l'Anatolie].
T.C. Kültür Bakanlığı, 354/2. Ankara.
- ANDREWS (P.A.), ed., 1989 –
*Ethnic Groups in the Republic of
Turkey*. Wiesbaden, L. Reichert
Verlag, Beihefte zur Tübinger Atlas
des Vorderen Orients, B/60.
- ASLAN (M.A.), 1988 –
Kürt Mülteciler [Les réfugiés kurdes].
Demokrasî, Istanbul.
- BALIVET (M.), 1994 –
*Romanie byzantine et pays
de Rûm turc : histoire d'un espace
d'imbrication gréco-turque*.
Cahiers du Bosphore, Isis, Istanbul.
- BAZIN (M.), 1993 –
Disparités et flux migratoires dans
« l'aire turque ». *Cahiers d'Etudes de
la Méditerranée Orientale et du
Monde Turco-Iranien*, 15 : 227-241.
- BENNINGSEN (A.), LEMERCIER-
QUELQUEJAY (C.), 1968 –
L'Islam en Union Soviétique.
Payot, Paris.
- BERZEG (S.), 1990 –
Cerkes Göçmenleri II,
[Les migrants tcherkesses]. Nart,
Istanbul.
- BERZEG (S.) et al., 1998 –
*Soçi'nin Sürgündeki Sahipleri
Cerkes-Vubyhlar* [Les Tcherkesses
maîtres de Sochi en exil :
les Oubykhs]. Takav, Ankara.
- BEZANIS (L.), 1994 –
« Soviet Muslims Emigrés in the
Republic of Turkey ». *Central Asian
Survey*, 13 (1) : 59-180.
- BILICI (F.), 1992 –
Acteurs du développement entre la
Turquie et le monde turc : les *vakyfs*.
*Cahiers d'Etudes de la Méditerranée
Orientale et du Monde Turco-Iranien*,
14 : 17-29.
- BORA (T.), CAN (K.), 1999 (5^e édition,
1^e édition en 1991) –
*Devlet, Ocak, Dergâh (12 Eylül'den
1990'lara Ülkücü Hareket)*, [État,
Foyer, Couvent (l'action idéaliste du
12 septembre aux années 1990).
İletişim, Istanbul.
- BOZARSLAN (H.), 1997 –
*La question kurde. État et minorités
au Moyen-Orient*. Presses de
Sciences Po, Paris.
- BRUNEAU (M.), 1998 –
*Les Grecs pontiques.
Diaspora, identité, territoire*.
CNRS Editions, Paris.
- CAHEN (C.), 1988 –
La Turquie pré-ottomane.
IFEA, Varia Turcica 7, Paris.
- CEYHUN (D.), 1994 –
Ah ! Su biz göçebeler, [Ah !,
nous ces (incorrigibles) nomades].
Sis Tchanî, Istanbul.
- CEYHUN (D.), 1995 –
Ah !, Su biz karabiyikli Türkler,
[Ah, nous ces Turcs à moustache
noire !].
Sis Tchanî, Istanbul.
- CHALIAND (G.), 1981 –
Les Kurdes et le Kurdistan.
Maspéro, Paris.

- CIGERLİ (S.), 1998 –
Les réfugiés kurdes d'Irak en Turquie. L'Harmattan, Paris.
- COPEAUX (E.), 1992 –
« Les Turcs de l'Extérieur dans Türkiye : un aspect du discours nationaliste turc ». *Cahiers d'Etudes de la Méditerranée Orientale et du Monde Turco-Iranien*, 14 : 31-52.
- COPEAUX (E.), 1993 –
« Le mouvement prométhéen ». *Cahiers d'Etudes de la Méditerranée Orientale et du Monde Turco-Iranien*, 16 : 9-46.
- COPEAUX (E.), 1994 –
« Manuels scolaires et géographie historique : le cas turc ». *Hérodote*, 74-75 : 196-240.
- COPEAUX (E.), 1997 –
Espaces et temps de la nation turque. Analyse d'une historiographie nationaliste, 1931-1993. CNRS Editions, Paris.
- COPEAUX (E.), 2000 –
Une vision turque du monde à travers les cartes de 1931 à nos jours. CNRS Editions, Paris.
- DUMONT (P.), 1980 –
« L'émigration des musulmans de Russie vers l'Empire ottoman. Aperçu bibliographique des travaux en langue turque », in *Les migrations internationales de la fin du XVIII^e siècle à nos jours*. CNRS, Paris.
- GEORGEON (F.), 1980 –
Aux origines du nationalisme turc, Yusuf Akçura (1876-1935). ADPF, Paris.
- GREMY (J.-P.), 1991 –
« Demandeurs d'asile ». *Sociétés Contemporaines*, 6 : 255-272.
- GRIGORIANZ (A.), 1999 –
Kafkasya Halkları [Peuples du Caucase]. Sabah, Istanbul.
- GÜZEL (M.-S.), 1995 –
« Syndicats français, immigrés turcs », in (A.) Jund, (P.) Dumont et (S.) de Tapia (dir.), *Enjeux de l'immigration turque en Europe*. L'Harmattan, Paris.
- KANBOLAT (Y.), 1989 –
Reyhanlı ilçesinde Türkmen asiretlerinin durumu ve Kuzey Kafkasya Göçmenleri [la situation des tribus turkmènes dans l'arrondissement de Reyhanlı et les immigrés du Nord-Caucase]. Bayir, Ankara.
- KARPAT (K.H.), 1990 –
« The « hijra » from Russia and the Balkans : the process of self-definition in the late Ottoman State », in (D.F.) Eickelmann and (J.) Pescatori (Ed.), *Muslim travellers : pilgrimage, migration and the religious imagination*. Routledge, Londres.
- KARPAT (K.H.), 1996 –
« Muslim Migration : a Response to Aldeeb Abu Sahlieh ». *International Migration Review*, 30 (1) : 79-89.
- KAYNAK (M.) et al., 1992 –
Iraklı sığınmacılar ve Türkiye 1988-1991 [Les demandeurs d'asile irakiens et la Turquie, 1988-1991]. Tanmak, Ankara.
- KAZGAN (G.), 1980 –
« Migratory movements in the Ottoman Empire and the Turkish Republic from the end of the XVIII^e century to the present day », *Les migrations internationales de la fin du XVIII^e siècle à nos jours*. CNRS, Paris.
- KIRIŞCI (K.), 1991 –
« Refugee Movements and Turkey ». *International Migration*, 29 (4) : 545-560.
- KIRIŞCI (K.), 1996 –
« Refugees of Turkish Origin : « Coerced Immigrants » to Turkey

- since 1945 ». *International Migration Review* 34 (3) : 385-412.
- KLÄY (E.J.), 1983 –
« Endstation « Islambol ». Die Türkei als Asylland für muslimische Glaubensflüchtlinge und Rückwanderer (muhaçir) in 19 und 20 Jahrhundert. *Ethnologica Helvetica* 7 : 9-82.
- MANSUR (S.), 1995 –
Ceçenler [les Tchétchènes]. Sam, Ankara.
- MANTRAN (R.), 1993 –
Histoire de la Turquie. PUF, Paris.
- ORAN (B.), 1990 –
« Occidentalisation, nationalisme » et « synthèse turco-islamique ». *Cahiers d'Etudes de la Méditerranée Orientale et du Monde Turco-Iranien*, 10 : 33-53.
- ROUX (J.-P.), 1984 –
Histoire des Turcs. Fayard, Paris.
- SEVER (M.), 1999 –
Kafdagı'nın Bu Yüzü [Ce versant du Caucase]. Dogan, Ankara.
- SHAMI (S.), 1994 –
« Displacement, Historical Memory and Identity : The Circassians in Jordan », in Seteney Shami, *Population, Displacement and Resettlement, Development and Conflict in the Middle East*. Center for Migration Studies, New York.
- SVANBERG (I.), 1989 –
« Turkistani Refugees », in (P.A.) Andrews (dir.), *Ethnic Groups in the Republic of Turkey*, L. Reichert Verlag, Beihefte zum Tübinger Atlas des Vorderen Orients, B/60. Wiesbaden.
- SVANBERG (I.), 1989 –
Kazak Refugees in Turkey. A Study of Cultural Persistence and Social Change. Acta Universitatis Upsaliensis, 8.
- TANOGLU (A.), 1955 –
« The recent Emigration of the Bulgarian Turks ». *Review of the Geographical Institute of the University of Istanbul*, 2 : 3-36.
- TAPIA (S.) de, 1992 –
« L'exportation des minorités ethniques : instrument de la synthèse turco-islamique en Anatolie », in (A.L.) Sanguin (ed.), *Les minorités ethniques en Europe*. L'Harmattan, Paris.
- TAPIA (S.) de, 1994 –
« Turquie balkanique et Turquie caucasienne. La Turquie face à son environnement, héritages et interrogations », communication au Colloque international « La Nouvelle Question d'Orient » du 5 au 7 décembre 1994. Toulouse Le Mirail (non publié).
- TAPIA (S.) de, 1996 –
« Logistique de l'émigration ou logistique d'une diaspora ? Les réseaux turcs d'Europe », in (G.) Prévélakis (dir.), *Les Réseaux des Diasporas*. L'Harmattan – KYKEM Paris, Nicosie.
- TARHAN (N.), 1988 –
« Les mouvements de migration de la Turquie ». *Cahiers Balkaniques*, 13 : 15-56.
- TEKELI (I.), 1994 –
« Involuntary Displacement and the Problem of Resettlement in Turkey from the Ottoman Empire to the Present », in (S.) Shami, *Population, Displacement and Resettlement, Development and Conflict in the Middle East*. Center for Migration Studies, New York.
- TOUMARKINE (A.), 1995 –
Les migrations des populations musulmanes balkaniques en Anatolie (1876-1913). Isis, Istanbul.
- ÜSTEL (F.), 1993 –
Les « Foyers Turcs » et les « Turcs

- de l'extérieur ». *Cahiers d'Etudes de la Méditerranée Orientale et du Monde Turco-Iranien*, 16 : 47-61.
- VASILEVA (D.), 1992 – « Bulgarian Turkish Emigration and Return ». *International Migration Review* 26 (98-2) : 342-352.
- YACOUB (J.), 1995 – « Les Assyro-Chaldéens : une communauté en situation migratoire », in (S.) de Tapia (Coord.), *Les Annales de l'Autre Islam (Turcs d'Europe... et d'ailleurs)*, 3. Inalco, Paris.
- YANÇATAROL (S.), Dir., 1999 – *Türkiye Cerkeslerinde Sosyo-kültürel Degisme* [Changement socio-culturel chez les Tcherkesses de Turquie]. Kaf-Der, Ankara.
- YERASIMOS (S.), 1993 – *Questions d'Orient. Frontières et minorités des Balkans au Caucase*. La Découverte / Livres Hérodote, Paris.
- ZARCONI (T.), 1991 – « Histoire et croyance des derviches turkestanais et indiens à Istanbul ». *Anatolia Moderna*, 34 (2) : 137-201.
- ZARCONI (T.), 1993 – « La communauté iranienne d'Istanbul à la fin du XIXe et au début du XXe siècle », Rome, Accademia Nazionale dei Lincei, Convegno sul tema : *La Shi'a nell'Impero Ottomano* : 57-83.
- ZARCONI (T.) et ZARINEBAF-SHAHR (F.), Dir., 1993 – *Les Iraniens d'Istanbul*. IFRI/IFEA, Paris.
- ZÜRCHER (E.J.), 1994 – *Turkey, a Modern History*. I.B. Tauris. Londres, New York.